

16 OCTOBRE 2015

CS/12083

Réunis en urgence, les membres du Conseil appellent Israéliens et Palestiniens à œuvrer pour la désescalade de la violence et à emprunter la voie du dialogue

7536e séance – matin

- **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques met en garde contre le glissement de la situation actuelle vers une lutte religieuse

Le Conseil de sécurité, qui avait convoqué une réunion d'urgence à la demande de la Jordanie pour examiner la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, a été informé, ce matin, des derniers développements à Naplouse, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, en proie à une escalade de la violence depuis le 1er octobre dernier.

S'il n'a pas fait de blessés, l'incendie du tombeau de Joseph à Naplouse, au nord de la Cisjordanie, constitue toutefois un élément nouveau, en raison de sa dimension religieuse, a noté avec préoccupation le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Tayé-Brook Zerihoun.

« Nous appelons toutes les parties à respecter le caractère sacré des lieux saints et à rejeter les éléments extrémistes qui poursuivent un agenda politique en vue de faire passer la situation actuelle d'une lutte nationaliste à une lutte religieuse, aux conséquences catastrophiques », a-t-il déclaré.

Avec cet incendie, s'achève une semaine meurtrière en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, où 11 attaques ont été lancées contre des Israéliens et les Forces de défense israéliennes (FDI), faisant 4 victimes israéliennes et 9 palestiniennes.

Parallèlement en Israël, trois attaques à l'arme blanche, visant des Israéliens, ont fait 10 blessés parmi les Israéliens et trois parmi des suspects palestiniens, tandis qu'à Gaza, un septième Palestinien a succombé à ses blessures le 10 octobre après un affrontement la veille avec les FDI, a noté le haut fonctionnaire.

En outre, le 11 octobre dernier, une Palestinienne et son enfant âgé de quatre ans ont été tués par des frappes israéliennes lancées en représailles contre des positions du Hamas à Gaza, après un tir de roquette en direction d'Israël.

« Depuis le 1er octobre, un total de sept Israéliens et de 32 Palestiniens ont été tués et plus de 1 118 Palestiniens blessés », a résumé M. Zerihoun, qui a expliqué au Conseil qu'Israël avait renforcé ses mesures de sécurité sur l'esplanade des Mosquées et dressé des barrages routiers et imposé une centaine de points de passage en Cisjordanie.

La persistance de l'occupation israélienne et les perspectives de plus en plus faibles de réaliser les aspirations des Palestiniens à créer un État ont transformé leur colère bouillonnante en rage pure et simple », a constaté le Sous-Secrétaire général.

Dénonçant l'« agression » commise, selon lui, par Israël contre le peuple palestinien, l'Observateur de la Palestine, appuyé par la Jordanie, a estimé que le bouclage de l'esplanade des Mosquées modifiait le statu quo.

« Les assurances répétées du Premier Ministre, M. Benjamin Netanyahu, qu'Israël n'a pas l'intention de changer le statu quo sont bienvenues », a noté le Sous-Secrétaire général. « Mais des mesures concrètes, fondées sur les accords existant entre Israël et la Jordanie, doivent suivre ces déclarations », a-t-il souligné, en se faisant l'écho de l'« onde de choc » provoquée dans le monde musulman par une rhétorique incendiaire de part et d'autre.

Rejetant les accusations de la Palestine, le représentant d'Israël a, au contraire, jugé que les violences avaient commencé avec les mensonges « proférés » sur le mont du Temple par le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, qui aurait affirmé qu'Israël voulait « judaïser » le site de la mosquée Al-Aqsa. « C'est une théorie sans fondement », a-t-il tranché, en soutenant que son pays était attaché au respect des droits des musulmans, des juifs et des chrétiens à se rendre sur le mont du Temple.

Les membres du Conseil ont exhorté les parties à cesser immédiatement les hostilités et à reprendre des négociations directes. Le représentant de la France a exprimé la crainte qu'une troisième intifada éclate et que « Daech s'empare de la cause palestinienne ».

La délégation de la France, qui est à pied d'œuvre sur un projet de déclaration appelant à la retenue et au maintien du statu quo, appuie les principes d'un « groupe international de soutien » et d'un Quatuor élargi aux acteurs arabes clefs et partenaires européens et internationaux pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient, a indiqué son représentant. De son côté, son homologue des États-Unis a annoncé que le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, se rendrait prochainement dans la région.

L'Observateur de la Palestine a prié le Conseil de sécurité de faire appliquer sa [résolution 904 \(1994\)](#), qui demande, a-t-il rappelé, que la population civile palestinienne du territoire occupé soit placée sous protection d'une « présence internationale ou étrangère temporaire », une demande à laquelle s'est catégoriquement opposé le représentant d'Israël.

La Fédération de Russie a, toutefois, souhaité que le Secrétariat de l'ONU présente au Conseil de sécurité un rapport relatif à la demande formulée par la Palestine dans une lettre* adressée au Secrétaire général.

** S/2015/790 cette lettre sera publiée ultérieurement*

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. TAYÉ-BROOK ZERIHOUN, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, a déclaré que la réunion d'aujourd'hui montrait, une nouvelle fois, un autre exemple de l'escalade de la violence, lorsqu'un groupe important de Palestiniens a incendié le site sacré de la tombe de Joseph dans la ville cisjordanienne de Naplouse. « Heureusement, il n'y a eu aucun blessé, mais le site a subi des dégâts sérieux », a-t-il précisé. Comme pour les incidents des semaines précédentes, le Secrétaire général de l'ONU a vigoureusement condamné ces actes répréhensibles et demandé que les responsables soient traduits en justice. « Les Nations Unies ont salué la condamnation du Président Abbas de cet incendie et l'annonce selon laquelle un comité d'enquête avait été établi pour faire toute la lumière sur cet incident », a noté le haut fonctionnaire.

Cet incident, a-t-il estimé, constitue un élément nouveau, qui est particulièrement troublant, compte tenu de sa tonalité religieuse: « Nous appelons toutes les parties à respecter le caractère sacré des lieux saints et à rejeter les éléments extrémistes qui poursuivent un agenda politique

en vue de faire passer la situation actuelle d'une lutte nationale à une lutte religieuse, aux conséquences catastrophiques ».

Ce dernier incident en date s'est produit après une semaine meurtrière en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, Israël. Onze attaques ont été signalées contre des Israéliens et les Forces de sécurité israéliennes (FDI), tuant quatre Israéliens et neuf Palestiniens, et en blessant 10 autres Israéliens et trois autres Palestiniens. En Israël, trois attaques à l'arme blanche visant des Israéliens ont été perpétrées, faisant 10 blessés parmi les Israéliens et trois parmi des suspects palestiniens, a relaté le Sous-Secrétaire général. À Gaza, un septième Palestinien a succombé à ses blessures le 10 octobre lors d'un affrontement la veille avec les FDI. En outre, a ajouté M. Zerihoun, le 11 octobre dernier, une Palestinienne et son enfant âgé de quatre ans ont été tués par des frappes israéliennes contre des positions du Hamas à Gaza, lancées en représailles à un tir de roquette lancé le 10 octobre contre le sud d'Israël.

Des militants palestiniens ont tiré au moins huit roquettes au cours de la semaine écoulée, la plupart retombant à l'intérieur du territoire de Gaza. Une autre a été tirée en direction de la mer, provoquant la riposte des FDI, qui ont blessé un Palestinien. Depuis le 1er octobre, un total de sept Israéliens et de 32 Palestiniens (y compris ceux qui ont lancé ou sont suspectés d'avoir lancé des attaques) ont été tués et plus de 1 118 Palestiniens ont été blessés, a résumé M. Zerihoun.

Depuis ces dernières attaques, a-t-il relevé, Israël a renforcé ses mesures de sécurité et sa présence dans les villes israéliennes, de nombreux quartiers arabes de Jérusalem-Est étant encerclés et cernés par des barrages routiers et des points de passage. De même, une centaine de points de passage ont été établis depuis le 1er octobre en Cisjordanie. Des mesures additionnelles ont été prises par les FDI avec pour objectif d'empêcher les « terroristes potentiels » de se livrer à des attaques, a expliqué le haut fonctionnaire, en faisant état de démolitions et de saisies de logements palestiniens et des déplacements forcés qui ont suivi.

« Les Nations Unies ont maintenu une position constante sur ces questions. Les punitions collectives, y compris les démolitions de logements, sont contreproductives et constituent des violations du droit international. J'exhorte Israël à immédiatement mettre fin à cette pratique préjudiciable », a-t-il déclaré. Pour le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, la crise actuelle ne sera pas résolue uniquement par des mesures de sécurité. « La persistance de l'occupation et les perspectives de plus en plus faibles de réaliser les aspirations des Palestiniens à créer un État ont transformé leur colère bouillonnante en rage pure et simple », a-t-il constaté. Cette réalité désolante a été aggravée par des conditions économiques particulièrement pénibles et l'expansion des colonies de peuplement, a encore noté M. Zehiroun. Il a fait état de facteurs supplémentaires, comme la rhétorique incendiaire de part et d'autre, qui affirme qu'Israël a l'intention de changer le statu quo dans les lieux saints,

provoquant ainsi une onde de choc dans le monde musulman. « Les assurances répétées du Premier Ministre, M. Benjamin Netanyahu, qu'Israël n'a pas l'intention de changer le statu quo sont bienvenues. Mais les perceptions ne changeront que lorsque des mesures concrètes, fondées sur les accords existant entre Israël et la Jordanie, suivront ces déclarations », a-t-il prévenu.

Un autre facteur a été l'approche « manifestement musclée » des services de sécurité israéliens, a poursuivi le Sous-Secrétaire général. La diffusion de vidéos de plusieurs incidents sur les réseaux sociaux a provoqué des attaques supplémentaires et suscité des préoccupations quant à l'usage de la force par les FDI et la police, a-t-il ajouté, en précisant que le Secrétaire général avait appelé à l'ouverture d'enquêtes. Il a toutefois déclaré « apprécier » les efforts des Israéliens pour atténuer « l'impact meurtrier de leur riposte », en particulier à Gaza. Enfin, M. Zehiroun a demandé aux leaders politiques et religieux de tout bord de renoncer aux déclarations susceptibles d'alimenter les violences et d'œuvrer de concert à la désescalade des tensions.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de l'État de Palestine, a expliqué avoir demandé au Conseil de sécurité la convocation d'une réunion d'urgence pour protester contre l'agression commise, selon lui, par les Forces de défense israéliennes contre le peuple palestinien. Les événements de ces derniers jours, a-t-il dit, ont fait 35 martyrs, y compris des enfants, ainsi que 1 500 blessés, dont un nombre élevé de mineurs. « Nous avons été témoins, grâce aux images satellites et aux médias sociaux, de meurtres et d'arrestations massives de Palestiniens par les Forces de défense israéliennes (FDI), simplement parce qu'ils manifestaient contre l'occupation et la répression qu'ils subissent quotidiennement », a accusé M. Mansour. L'esplanade des Mosquées, a-t-il ajouté, continue de faire l'objet d'une présence policière qui change le statu quo.

Depuis le mois de septembre dernier, des incidents se sont répétés et risquent de créer une dimension religieuse du conflit entre Israéliens et Palestiniens, a regretté l'observateur, en blâmant Israël pour cette situation. Les colonies de peuplement illégales, y compris à Jérusalem-Est et ses environs, constituent un terreau fertile pour un « phénomène de terrorisme » qui accable son peuple, a-t-il fustigé, estimant qu'il n'y aurait pas d'espoir pour son peuple tant que les colonies ne prendront pas fin. Il est donc temps, a appelé M. Mansour, de contraindre Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international. Les autorités israéliennes, a-t-il insisté, doivent être tenues responsables des incidents commis par les Forces de défense israéliennes. « Le Ministère israélien de la défense prétend connaître les terroristes qui ont commis ces actes mais, à ce jour, ils n'ont pas été arrêtés », a fait remarquer

M. Mansour. Par ailleurs, a-t-il accusé, des « milices armées juives » sont encouragées par le maire de Jérusalem à s'en prendre aux Palestiniens. « Cette campagne ne parviendra pas à

entamer notre détermination à revendiquer la paix par des moyens pacifiques et notre indépendance », a-t-il toutefois assuré.

Pour sa part, le Conseil de sécurité doit s'acquitter de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales en condamnant cette agression et en forçant Israël à retirer ses forces armées de la « ligne de contact » du Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est occupée et sur l'Esplanade des Mosquées. En 1994, « après un massacre commis par un colon terroriste », le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 904, qui demandait notamment l'établissement d'une « présence internationale provisoire » et de désarmer les colons, a rappelé M. Mansour. Aujourd'hui, nous demandons que cette résolution soit appliquée, de même que toutes les autres résolutions pertinentes de l'ONU. « Est-ce que vous allez faire quelque chose en ce sens? » a-t-il demandé, avant de conclure, en s'adressant aux membres du Conseil de sécurité.

M. DAVID YITSHAK ROET (Israël) a rappelé aux membres du Conseil que son pays faisait face à un déferlement de violence. « Or, nous n'avons entendu aucune condamnation dans cette salle », a-t-il fait observer avec surprise. Il a ensuite mentionné les noms d'Israéliens tués par des « éléments terroristes » au cours de ces derniers jours. Cette vague de terreur n'épargne personne, pas plus les jeunes gens que les personnes âgées, a-t-il dit, en ajoutant que les Israéliens craignent pour la vie de leurs enfants face à un ennemi qui est prêt à mourir et ne respecte aucune règle de moralité.

Le délégué a affirmé qu'Israël répondait de façon proportionnée à ces attaques, en précisant que tout autre pays confronté à une telle situation en ferait de même. La cause profonde de cette vague de violence est la rhétorique incendiaire et les appels à la violence qui émanent des responsables palestiniens, a-t-il affirmé.

La violence a commencé avec les mensonges proférés par M. Abbas, sur le mont du Temple, soutenant auprès de la population palestinienne qu'Israël voulait « judaïser » Al-Aqsa. « C'est une théorie sans fondement. » « Israël, a affirmé M. Roet, est attaché au statu quo et au respect des droits des musulmans, des juifs et des chrétiens à se rendre sur le mont du Temple. »

Il a aussi tenu à préciser qu'Israël n'acceptera pas une présence internationale sur le mont du Temple car cela modifierait le statu quo. « Nous respectons les liens historiques entre les trois religions monothéistes visibles sur le mont du Temple », a-t-il assuré, en regrettant que ce respect pour la liberté religieuse n'était pas mutuel. Les Palestiniens veulent gommer ces liens, a-t-il dit, avant de dénoncer l'attaque odieuse qui s'est produite à Naplouse contre le tombeau de Joseph. Cette attaque découle du mépris que les Palestiniens ont pour les lieux saints vénérés par d'autres, a-t-il expliqué, avant de s'étonner que la profanation des lieux saints à Jérusalem par des « islamistes armés » n'ait pas été condamnée.

« Bien au contraire, Abbas a salué les émeutiers et allumé l'étincelle qui a embrasé la ville en glorifiant les « shaheed » et en disant que les lieux saints ne doivent pas être souillés par les pieds sales des Juifs », a-t-il affirmé. Le Conseil de sécurité, a déploré le représentant israélien, n'a pas réagi à une telle déclaration. Outre le fait que les dirigeants palestiniens attisent le feu, il a également déploré que les enfants palestiniens soient régulièrement incités à opter pour le couteau que pour un ballon. « Il est très facile d'inciter les enfants à la violence et de les utiliser comme des symboles, c'est facile mais c'est également dangereux », a-t-il prévenu. M. Roet a ajouté que les actes de terreur commis étaient le fruit d'une politique d'incitation délibérée à la violence qui vise à instiller la haine des juifs dans la tête des enfants palestiniens.

« Il y a cependant une issue », a-t-il assuré, en insistant sur l'intention du Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, de rencontrer le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, et de s'engager dans des négociations directes sans conditions préalables. « Les accords historiques conclus avec l'Égypte et avec la Jordanie montrent que seules des négociations directes peuvent aboutir à la paix », a-t-il défendu, avant de conclure.

Mme DINA KAWAR (Jordanie) a affirmé que la situation à Jérusalem était le fruit de la politique d'occupation d'Israël visant à modifier le statu quo. Les extrémistes israéliens ont provoqué les Palestiniens sur les lieux saints, provoquant ainsi une escalade de la violence, a-t-elle soutenu, avant d'inviter le Conseil à prendre les mesures appropriées pour protéger le peuple palestinien pris en otage par l'occupation israélienne.

Les Palestiniens ont perdu tout espoir concernant la fin de cette occupation, a-t-elle déclaré, en rappelant aux autorités israéliennes que la vie d'un Palestinien vaut autant que celle d'un Israélien. Cette escalade de la violence risque d'avoir des répercussions négatives sur la paix et la sécurité internationales, a-t-elle prévenu, en appelant le Conseil à agir afin de mettre un terme aux violations répétées par Israël du droit international.

La représentante a estimé que la violation du caractère sacré des lieux de culte et les incursions sur l'esplanade des Mosquées étaient des agressions pour les 1,5 milliard de musulmans dans le monde. « Nous rejetons toute atteinte au patrimoine commun de l'humanité et aux sites religieux », a-t-elle dit, avant d'estimer qu'Israël était entièrement responsable de la situation. Les lieux saints chrétiens et la mosquée Al-Aqsa Al-Sharif tracent une ligne rouge qui ne saurait être franchie, a-t-elle dit.

Mme SAMANTHA POWER (États-Unis) a affirmé que rien ne saurait justifier une attaque terroriste, avant de faire le lourd bilan des récents incidents qui avaient causé la mort de Palestiniens et d'Israéliens. Le cycle de la violence est alimenté par l'échange d'images violentes sur les médias sociaux. Elle a appuyé le droit d'Israël à protéger sa population, tout en

soulignant qu'il était nécessaire de prendre les mesures permettant une désescalade. Sa délégation, a-t-elle ajouté, est préoccupée par les violences des colons israéliens.

Face à cette violence, les États-Unis appellent à œuvrer en faveur de la solution à deux États, a-t-elle dit, avant d'encourager les parties à prendre les mesures permettant de rétablir le calme. Mme Power a précisé que le Secrétaire d'État Kerry se rendrait prochainement dans la région. Pour sa part, le Quatuor a appelé les deux parties à afficher leur volonté en faveur de la solution à deux États, a-t-elle ajouté, en précisant que seule une solution négociée permettra d'instaurer la paix.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a demandé la cessation immédiate des violences, en jugeant inacceptable que des civils soient pris pour cible. Il a également demandé aux parties de s'abstenir de toute mesure susceptible de remettre en cause le statu quo, en les enjoignant de revenir à la table des négociations pour parvenir à un règlement global de tous les aspects du conflit, y compris le statut des territoires palestiniens. Pour sa délégation, c'est dans l'occupation israélienne de ces territoires depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, que les violences d'aujourd'hui trouvent leurs racines. Tant qu'il n'y aura pas de règlement de la question israélo-palestinienne sur la base du droit international, la partie israélienne devra s'acquitter de ses responsabilités humanitaires à l'égard de la population palestinienne. M. Churkin a, par ailleurs, annoncé l'intention de la Fédération de Russie de poursuivre ses efforts dans le cadre du Quatuor, dont « la déclaration en date du 30 septembre dernier propose des mesures concrètes pour le renforcement de la confiance mutuelle ». La reprise du dialogue serait une condition importante pour l'apaisement de la situation, a-t-il insisté. Avant de conclure, M. Churkin a souhaité que le Secrétariat de l'ONU fasse connaître au Conseil ses conclusions concernant les demandes formulées dans la lettre adressée par l'Observateur de Palestine.

M. FRANCOIS DELATTRE (France) a déclaré que face au risque de voir une troisième intifada éclater et « Daech s'emparer de la cause palestinienne », la communauté internationale doit se mobiliser de manière accrue. Dans ce contexte, a-t-il ajouté, la France prépare un projet de déclaration appelant au calme, à la retenue de la part des parties mais aussi au maintien du statu quo sur l'esplanade des Mosquées. « Nous devons aussi travailler à apporter un horizon politique concret, la mise en place d'un groupe international de soutien étant, à cet égard, pleinement pertinente, a-t-il ajouté. M. Delattre a estimé qu'un Quatuor élargi, pour la première fois, aux acteurs arabes clefs, aux partenaires européens et internationaux, permettrait de travailler à des mesures de confiance pour apaiser immédiatement les tensions; à renforcer le soutien collectif à la réconciliation palestinienne sous l'autorité de M. Mahmoud Abbas; et à élaborer des garanties et de compensations dont chacune des parties aura besoin pour signer un accord.

M. LIU JIEYI (Chine) a condamné l'usage excessif de la force contre des civils, en soulignant que de tels actes ne font qu'éroder la confiance entre les parties. Dans un tel contexte, la communauté internationale, a-t-il préconisé, devrait agir avec un sens d'« une plus grande urgence » pour contribuer à la réalisation de la coexistence pacifique d'Israël et de la Palestine. Le représentant a ensuite encouragé les parties à envisager la reprise rapide des négociations dans le cadre d'une « plateforme élargie », de manière à régler les causes profondes du conflit. Dans ce cadre, a-t-il souligné, la Chine est disposée à rester en contact avec les parties et à leur offrir sa coopération.

M. GERARD VAN BOHEMEN (Nouvelle-Zélande) a mis l'accent sur la nécessité de s'attaquer aux causes de la violence dans la région. Une solution viable au conflit israélo-palestinien devrait prévoir des perspectives économiques et sociales stables, a-t-il dit. Le Conseil de sécurité, a-t-il rappelé, a un rôle central à jouer dans la création d'un environnement propice à la reprise de négociations en faveur de la solution à deux États. Le Conseil doit, en particulier, fournir aux parties au conflit un calendrier clair de négociations, a estimé le représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. RAMLAN BIN IBRAHIM (Malaisie) a condamné toute tentative visant à modifier le caractère de la ville de Jérusalem, ainsi que les actes de violence commis par toutes les parties sur les lieux saints. Le caractère sacré de ces lieux doit être préservé, a-t-il rappelé.

« Face à l'occupation israélienne, le Conseil de sécurité ne fait rien », a-t-il poursuivi. Cette inertie ne fait qu'encourager Israël, a-t-il estimé. Le représentant a déploré que les médias parlent uniquement des attaques commises contre les Israéliens, et ne mentionnent nullement les humiliations subies par les Palestiniens, ni même le mot « occupation ». « Est-il surprenant que les Palestiniens se révoltent contre une telle situation? » a-t-il demandé. Le délégué de la Malaisie a souligné la « culpabilité » du Conseil concernant la poursuite de l'occupation israélienne, avant d'exhorter l'ONU à protéger la population palestinienne des territoires occupés. Cette protection, a-t-il estimé, devrait par ailleurs améliorer la sécurité des Israéliens. Il a ainsi invité le Conseil à s'emparer de la proposition de déployer une mission de protection de l'ONU, tout en appuyant les efforts du Quatuor. En conclusion, il a dénoncé la « déshumanisation » des Palestiniens et les actes criminels commis par les colons israéliens.

M. MAHAMAT ZENE CHERIF (Tchad) a dénoncé les incursions d'extrémistes juifs dans les lieux saints de Jérusalem qui ont eu pour effet, a-t-il rappelé, de déclencher la colère légitime des Palestiniens. Il a ensuite dénoncé les attaques émanant de toutes les parties. Face à cette situation, le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités et assurer la protection des civils palestiniens, a-t-il estimé. Le représentant a également invité le Conseil à agir d'urgence afin de mettre un terme aux violations des lieux saints. La puissance occupante ne doit pas jouir de l'immunité, et la communauté internationale ne doit pas s'habituer aux humiliations endurées

par les Palestiniens, a déclaré le délégué du Tchad. Avant de conclure, il a exhorté le Conseil de sécurité à s'impliquer davantage afin de sauvegarder la solution à deux États.

M. MATTHEW RYCROFT (Royaume-Uni) s'est déclaré profondément préoccupé par les actes de violence observés ces derniers jours dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. La priorité immédiate doit être de mettre un terme à ces actes qui ont déjà fait trop de victimes civiles, a-t-il demandé. Le représentant a en outre demandé aux dirigeants de prendre des mesures afin d'apaiser les tensions, qui ont débuté le mois dernier à la suite d'un incident lié à l'accès aux lieux saints de Jérusalem-Est. Dans ce contexte, le représentant britannique s'est félicité du rôle important que joue la Jordanie pour tenter de réduire ces tensions. Le Royaume-Uni estime qu'il est grand temps d'aider les parties à trouver une voie de sortie, a indiqué son représentant. À cet égard, il a assuré que sa délégation était prête à travailler avec le Conseil de sécurité pour réfléchir à une solution qui est attendue depuis trop longtemps.

M. CRISTIÁN BARROS MELET (Chili) a condamné les attentats qui ont fait des victimes des deux côtés, en appelant les dirigeants israéliens et palestiniens pour qu'ils prennent des mesures visant à apaiser les tensions. Il a dénoncé ensuite la « politique d'implantation de colonies de peuplement israéliennes » dans le Territoire palestinien occupé, qui contribuent, a-t-il dit, à saper tout effort en faveur du dialogue. Les parties doivent reprendre la voie du dialogue, a-t-il plaidé, en soulignant que la communauté internationale et, en particulier, le Conseil de sécurité devraient donner des « signaux d'appui » à des initiatives articulées autour de paramètres clairement définis et d'un calendrier précis, et en privilégiant celles qui font l'objet d'un consensus.

M. RAFAEL DARÍO RAMÍREZ CARREÑO (Venezuela) a indiqué que la violence actuelle était le fruit de l'occupation israélienne et du manque de progrès visant à y mettre un terme. Aussi longtemps que les Palestiniens se verront privés de leur droits, la colère ne retombera pas, a-t-il averti. Le représentant a ensuite condamné les agressions commises par Israël et les démolitions récentes de logements palestiniens. Il s'est fait l'écho du Croissant-Rouge palestinien qui a affirmé que les forces israéliennes ciblaient les ambulances portant son emblème. Israël mène une stratégie délibérée visant à diviser les Palestiniens afin de rendre caduque la solution à deux États, a-t-il déclaré. Le représentant du Venezuela a souligné la nécessité de placer la population palestinienne sous protection internationale. En conclusion, il a invité le Conseil à adopter une déclaration présidentielle sur la situation débattue ce matin.

Mme JOY OGWU (Nigéria) a souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la violence et invité les parties à revenir à la table des négociations. Israël doit mettre fin à la construction de colonies de peuplement dans les territoires palestiniens, a-t-elle souligné. Avant de conclure, la représentante du Nigéria a jugé que la solution à deux États était inévitable.

M. JULIO HELDER MOURA LUCAS (Angola) a exprimé sa profonde préoccupation devant les pertes de vies civiles résultant d'actes commis par des extrémistes. Après avoir demandé aux parties de s'abstenir de toute mesure susceptible de provoquer une escalade, il a souhaité que les négociations puissent reprendre en tenant compte des « demandes légitimes et justes » des Palestiniens. Pour sa délégation, il est également capital que les dirigeants religieux œuvrent ensemble pour la paix et la réconciliation. Le processus de paix, a affirmé le représentant de l'Angola, progresserait grâce à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité qui fixerait les modalités d'une reprise des négociations. Le représentant a, en conclusion, apporté son soutien au projet de déclaration présidentielle que la France compte faire circuler parmi les membres du Conseil.

Mme RAIMONDA MURMOKAITĖ (Lituanie) s'est déclarée préoccupée par la vague d'assassinats et de violences qui ont fait des victimes tant parmi les Palestiniens que parmi les Israéliens. Elle a insisté pour que le droit international humanitaire soit respecté, en rappelant qu'il était essentiel de s'abstenir de toute hostilité et de respecter le caractère sacré des lieux saints. « Nous exhortons les deux parties à s'engager sur la voie des négociations et à faire tout leur possible pour mettre fin aux violences et de protéger les populations civiles », a-t-elle ajouté en conclusion.

M. ROMÁN OYARZUN MARCHESI (Espagne) a insisté sur la nécessité d'éviter que les extrémistes jouent les premiers rôles à Jérusalem, qui ne doit pas être instrumentalisée à des fins politiques. « C'est un appel que la communauté internationale doit lancer avec clarté et unanimité », a-t-il dit. Le représentant a rappelé que Jérusalem avait vocation à devenir la capitale des deux États et appelé les dignitaires religieux à lancer un appel au calme. Toute incitation à la violence, a-t-il souligné, doit être condamnée. Le délégué a ensuite invité le Conseil à réfléchir à la bonne « formule » qui permettrait de ramener la paix et estimé que toutes les options pour la protection juridique des Palestiniens devraient être considérées. La situation est grave, a-t-il prévenu, tout en assurant que sa délégation appuyait les efforts du Quatuor.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.